



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 18/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LABORATOIRE OXENA

128 avenue Château Fleury – BP 147
26100 Romans-Sur-Isère

Références : 20241011-RAP-DAEN0959
Code AIOT : 0006102660

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2024 dans l'établissement LABORATOIRE OXENA implanté Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 Portes-lès-Valence. L'inspection a été annoncée le 26/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABORATOIRE OXENA
- Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 Portes-lès-Valence
- Code AIOT : 0006102660
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site classé SEVESO seuil haut est spécialisé dans la formulation de produits biocides,

principalement à base d'eau de Javel.
L'ensemble des installations extérieures et intérieures a été inspecté.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
NC3_2019 – Fréquence analyses eaux indus insuffisante	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	30/11/2024
NC1_2023 – Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/10/2024
NCM1-2023 – Conformité à l'EDD	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/11/2024
NC2_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/10/2024
NC3_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/11/2024
NC4_2023 –POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/11/2024
NC5_2023 –POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/11/2024

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
NC6_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/11/2024
NC7_2023 –Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/11/2024
NC8_2023 –Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/11/2024
NC2_2023bis – Absence étiquetage produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	30/11/2024
NC4_2023bis – Rétention avec eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 semaine
NC1_2024 – Stockage d'emballages plastique hors zone	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.3	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 semaine
NC2_2024 – Rejets aqueux Bassin Sud	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.7.2	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/11/2024
NC3_2024 – Rétention non étanche zone Ouest	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 semaine

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
NC4_2024 – Quai de chargement camions non étanche	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.7	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
NC5_2024 – Etanchéité bassin de rétention Sud	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/11/2024
NC6_2024 – Etanchéité tuyauterie poste dépotage	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/11/2024
NC7_2024 – Débordement cuves d'eau osmosée	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/12/2024

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
O2_2021bis – Fixation cuves extérieures	Autre du 11/04/2022	Susceptible de suites
NC3_2022 – Incompatibilité de produits	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
NC1_2022 – Absence de couverture de la rétention Javel extérieure	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
NC2bis_2021bis – Plan d'inspection PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
NC9_2023 – Autosurveillance continue pH, T, Débit	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
NC10_2023 – Rétention zone de quai Nord-Est	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
NC1_2023bis – Vanne	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022,	Avec suites, Lettre de suite

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
d'isolement et étanchéité du bassin	article 8.12.9	préfecturale
NC3_2023bis – Fuite de tuyauterie dans rétention Javel extérieure	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
NC5_2023bis – Filière élimination déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 5.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
Vanne de fermeture Bassin Sud	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2	/
Clôture	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.3	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le suivi de l'arrêté de mise en demeure du 10/05/2023, les travaux de construction du bâtiment de stockage de produits finis ont débuté. L'exploitant prévoit une mise en service en novembre 2024. La plus grosse partie des produits finis est réalisée sur un autre site. Aussi, il n'est pas proposé de sanction administrative.

En revanche, le POI n'est toujours pas conforme et l'exercice POI toujours non réalisé. L'état des stocks n'est également toujours pas conforme. Un ultime délai est accordé pour la mise en conformité, faute de quoi, une mise en demeure sera proposée.

Le stock d'emballages n'est pas réalisé conformément à l'étude de dangers et induit un risque de propagation d'incendie au reste du site.

Des produits dangereux sont présents dans plusieurs zones modifiées par les travaux. Ils ne sont pas sur rétention étanche.

2-4) Fiches de constats

O2_2021bis – Fixation cuves extérieures

Référence réglementaire : Autre du 11/04/2022
Thème(s) : Risques accidentels, Cuves
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : / • date d'échéance qui a été retenue : /
Prescription contrôlée : Les 6 cuves extérieures de 50 m ³ d'eau de Javel ne sont pas fixées mais posées dans la rétention. Il convient que l'exploitant vérifie si cette configuration ne peut pas générer de risque supplémentaire en cas d'épandage massif dans la cuvette de rétention (flottation d'une cuve ?...).

Un retour sera fait à l'inspection.
L'exploitant indique qu'une réponse orale de son fournisseur lui a été faite : la fixation des cuves créer une contrainte sur la structure des cuves et que le poids de la cuve suffit.
Il convient que l'exploitant veille à faire confirmer par écrit ces éléments.
Constats précédents : <u>Lors de la visite du 11/04/2022 :</u> L'exploitant n'a toujours pas obtenu une justification écrite de son prestataire. Un retour sera fait à l'inspection d'ici le 31/07/2022. Par courriel du 10/01/2023, l'exploitant indique qu'une cuve a été fixée et que les autres sont en cours de fixation. <u>Lors de la visite du 28/03/2023 :</u> L'inspection a constaté qu'une seule cuve est fixée. L'exploitant s'engage à avoir fait fixer toutes les cuves d'ici le 30/06/2023. L'inspection prend acte de cet engagement.
Constats : L'inspection a constaté que toutes les cuves de Javel extérieures sont fixées avec des ancrages métalliques. Les ancrages présentent un début de corrosion. L'exploitant indique que les vapeurs de Javel environnantes sont très corrosives et attaquent la plupart de métaux, y compris l'inox. Ce point devra faire l'objet d'une attention particulière dans le suivi des cuves par la suite
Type de suites proposées : Sans suite

NC3_2019 – Fréquence analyses eaux indus insuffisante

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2023
Prescription contrôlée : Fréquence mensuelle pour tous les paramètres à suivre
Constats précédents : <u>Lors de la visite du 11/04/2022 :</u> L'exploitant a présenté les analyses du 01/03/2022. Les analyses n'ont pas été réalisées à une fréquence mensuelle depuis le début d'année, bien que cela soit prescrit par l'arrêté préfectoral et l'autorisation spéciale de déversement. L'exploitant doit respecter la fréquence d'analyses mensuelle de ses rejets d'eaux industrielles. <u>Lors de la visite du 09/10/2023 :</u> La déclaration des résultats sous GIDAF a été réalisé pour les mois de mars et avril 2023. Une journée par mois a été renseignée. Le débit, la température et le pH ne sont pas renseignés dans GIDAF. Lors de la visite, il n'y avait pas de déclaration de mai à septembre 2023 contrairement à ce qui est indiqué dans le courriel du 17/07/2023. Depuis, des déclarations ont été réalisées (juin). Il n'y a de

<p>déclaration des eaux superficielles pour mai et juillet. Il n'y a pas de déclaration des eaux souterraines pour juillet 2023.</p> <p>Le pHmètre, le débitmètre et le thermomètre n'étant pas en place, il n'y a pas de relevé pour ces paramètres.</p> <p>L'exploitant doit respecter les fréquences d'analyses des eaux superficielles et des eaux souterraines d'ici le 30/11/2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats d'analyses des eaux industrielles n'ont pas été saisis dans GIDAF.</p> <p>L'exploitant a transmis les tableaux de suivi des rejets aqueux. Seul un rejet a été réalisé le 09/02/2024 pour l'année 2024. Le bordereau d'analyses a été transmis.</p> <p>Un litige entre la société OXENA et le gestionnaire de réseaux VALENCE ROMANS AGGLO a eu lieu en février 2024 suite à un problème sur la station de traitement des eaux urbaines de Portes-Lès-Valence.</p> <p>L'exploitant indique avoir choisi d'arrêter ses rejets et les stocke dans des GRV. A noter qu'aucun BSD de 2024 concernant des déchets liquides n'a été émis depuis février 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser la saisie des données d'autosurveillance dans GIDAF mensuellement, même en l'absence de rejet d'ici le 30/11/2024. Une explication indiquant la situation devra être mise dans les commentaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30/11/2024</p>

NC3_2022 – Incompatibilité de produits

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.[...]</p>
<p>Constats précédents :</p> <p><u>Lors de la visite du 11/04/2022 :</u></p> <p>Plusieurs GRV de peroxydes d'hydrogènes (combustibles) sont stockées la rétention que des GRV de liquides inflammables sous le auvent Nord.</p> <p>L'exploitant doit veiller à ne pas stocker de produits incompatibles dans une même rétention d'ici le 31/07/2022.</p> <p><u>Lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>Sous l'auvent Nord-Ouest, quelques GRV d'acide phosphorique et d'alcool isopropylique sont stockés dans la grande rétention à environ 3 m d'un GRV de peroxyde d'hydrogène à 35% placé sur une autre rétention mobile sous-dimensionnée.</p>

<p>De plus, dans la rétention Nord-Ouest de l'auvent Nord, des bidons de vinaigre sont stockés dans la même rétention que les GRV contenant des bases.</p> <p>Les produits chimiques doivent être stockés dans une rétention correctement dimensionnée et sans produits incompatibles d'ici le 30/04/2023.</p> <p>L'exploitant n'a pas répondu à la demande.</p> <p><u>Lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>L'inspection a constaté que le peroxyde d'hydrogène est mis sur une rétention à part d'un mètre cube.</p> <p>En revanche, dans la rétention Nord-Est de l'auvent Nord, les bidons de vinaigre sont toujours stockés dans la même rétention que les bases (notamment de l'eau de Javel).</p> <p>L'exploitant n'a toujours pas répondu intégralement à la demande. L'exploitant doit veiller à ne pas stocker de produits incompatibles dans une même rétention d'ici le 30/11/2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas constaté la présence de produits incompatibles dans une même rétention. L'auvent Nord a été démoli. L'exploitant indique ne plus avoir de peroxyde d'hydrogène ni de vinaigre sur site. L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

NC1_2022 – Absence de couverture de la rétention Javel extérieure

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : /
<p>Constats précédents :</p> <p><u>Lors de la visite du 11/04/2022 :</u></p> <p>L'exploitant précise que les eaux traitées par la station de traitement interne sont désormais principalement des eaux issues de la rétention extérieure d'eau de Javel.</p> <p>Il s'engage à faire les travaux pour couvrir cette rétention d'ici fin 2023.</p> <p>Par courriel du 10/01/2023, l'exploitant indique que le projet est à l'étude.</p> <p><u>Lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>L'exploitant indique qu'il va avoir les aides de l'agence de l'eau pour ce projet. Il tiendra informé l'inspection de l'avancée du projet au 30/06/2023.</p> <p><u>Lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis un devis de la société TARDY pour la couverture de la rétention.</p> <p>Le devis du 15/09/2023 pour le auvent a été validé en séance. L'exploitant ne s'est pas engagé sur des délais de mise en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un auvent au-dessus des cuves de Javel extérieure et du poste de dépotage a été mis en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023
Prescription contrôlée : Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède : - à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;[...]
Constats précédents : : <u>Constats lors de la visite du 22/06/2021</u> L'exploitant envisage d'être formé par le BUREAU VERITAS sur les inspections de routine lors de l'inspection externe détaillée de 2021. Une formalisation de cette formation devra être transmise à l'inspection d'ici le 31/01/2022. <u>Lors de la visite du 11/04/2022 :</u> La formalisation de formation interne pour les inspections de routine n'a pas été faite. <u>Lors de la visite du 28/03/2023 :</u> L'exploitant indique que les visites de routine vont finalement être faites par Bureau Veritas. La prochaine est prévue le 02/05/2023. Le devis validé le 23/03/2023 a été présenté. A noter que deux bacs ont été changés. L'exploitant transmettra d'ici le 30/06/2023 le rapport de visite de routine des bacs. <u>Lors de la visite du 09/10/2023 :</u> L'exploitant a présenté les rapports de visite de routine de BUREAU VERITAS du 02/05/2023 pour la cuvette extérieure de stockage de Javel et pour les cuves intérieures. Les cuves extérieures de Javel n'ont pas été auditées. Ces cuves doivent faire partie des visites de routine (potentiel de dangers le plus élevé entre toutes les cuves) d'ici le 31/12/2023. Les rapports seront transmis dans ce délai à l'inspection.
Constats : L'exploitant a remis les rapports de visite de routine des 6 cuves extérieures de Javel réalisés par le BUREAU VERITAS. Les rapports indiquent que le contrôleur n'a pas eu accès au toit des cuves, faute de nacelle. Ce point devra être corrigé pour la prochaine visite de routine.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à fournir les équipements appropriés afin que l'intégralité des équipements soient accessibles le jour de la visite de routine (nacelle pour le toit des cuves).
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2023
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne.</p>
Constats précédents : <u>Lors de la visite du 28/03/2023 :</u> L'état des stocks a été transmis par courriel le 29/03/2023. L'état des stocks ne mentionne pas les différentes familles de mention de dangers des substances,

<p>produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX. Il est mis à jour au moins de manière quotidienne.</p> <p>Il ne comporte pas les matières combustibles présentes (plastiques/cartons).</p> <p>L'état des stocks est référencé dans le POI de 2021 page 28.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un état synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population.</p> <p>L'exploitant doit disposer d'un état des stocks permettant de répondre aux besoins de gestion d'un événement accidentel et d'un état synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population d'ici le 30/06/2023.</p> <p><u>Lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks du jour. Il ne mentionne toujours pas les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX. L'exploitant ne dispose pas par ailleurs d'un état synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population.</p> <p>L'exploitant doit remédier à cet écart d'ici le 30/11/2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'un changement d'ERP est prévu pour décembre 2025. Il permettra de sortir plus aisément un état des stocks conforme.</p> <p>L'exploitant n'a pas modifié son état des stocks. Le rendu est toujours non-conforme (cf Constats précédents).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit disposer d'un état des stocks conforme et d'un état des stocks synthétique d'ici le 30/11/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 31/10/2024</p>

NCM1-2023 – Conformité à l'EDD

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p>
<p><u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>Le bâtiment de stockage Nord n'a pas été construit. L'exploitant invoque une année 2022 difficile et incertaine financièrement, ce qui l'a fait mettre en pause son projet d'agrandissement.</p>

<p>Il indique que l'étude par le cabinet d'architecte a été relancée. Le dépôt du permis de construire est prévu en juin 2023, auquel il convient d'ajouter 4 mois d'instruction du PC et 1 an de travaux avant la mise en service effective.</p> <p>Aussi, dans l'attente de la réalisation de ce projet, les stockages de Javel sous forme de produits finis ne sont pas réalisés conformément à l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation. A noter que ces stockages sont susceptibles d'être à l'origine d'effets toxiques hors site lors d'un incendie.</p> <p>L'exploitant doit exploiter ses installations conformément à l'étude de dangers ou l'actualiser d'ici le 30/06/2023.</p> <p><u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>Par courriel du 21/07/2023, l'exploitant a transmis le bon de commande pour la mise à jour de l'étude de dangers auprès de la société DEKRA. Le planning prévoit une remise de l'étude de dangers actualisée au mieux fin octobre 2023.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique que l'étude n'a pas été commencée avec le bureau d'études.</p> <p>Constats :</p> <p>L'étude de dangers n'a finalement pas été modifiée. L'exploitant a entrepris de construire le bâtiment de stockage des produits finis au Nord du bâtiment de production, après avoir démoli l'auvent Nord.</p> <p>La construction est en cours. Le bâtiment est tout en béton (murs, charpente, toiture) afin de pouvoir potentiellement accueillir des panneaux photovoltaïques. La dalle de sol n'était pas encore coulée au jour de la visite.</p> <p>L'exploitant indique qu'il envisage une mise en service du bâtiment (présence de stockages de produits finis) pour fin novembre 2024.</p> <p>Au vu de ce qui précède et considérant l'imminence de la mise en conformité, il n'est pas proposé de sanction pour ce non-respect de mise en demeure.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit informer l'inspection lors de la mise en service du bâtiment de stockage de produits finis.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais : 30/11/2024</p>

NC2_2023 – POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>À partir des éléments fournis par les études de dangers, un plan d'opération interne (POI) est établi suivant la réglementation en vigueur. L'annexe V de l'arrêté du 26/05/2014 susvisé précise</p>

son contenu.

Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du POI établi en application de l'article R. 515-100 du code de l'environnement.

Le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

Constats précédents :

Le POI est basé sur l'étude de dangers de 2021. Cependant, les installations ne sont exploitées conformément à cette étude de dangers, notamment sur la partie stockages Nord, car l'extension n'a pas été construite.

Le POI ne comprend pas :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent ;
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant doit corriger ces points d'ici le 30/06/2023.

Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis un POI actualisé.

Les plans présentés dans le POI sont disparates : ils représentent parfois les bâtiments existants, parfois ceux en projet. Les distances d'effets toxiques sont basées sur le projet, pas sur l'activité actuelle.

Le POI ne comprend toujours pas :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent ;
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant doit revoir son POI en ajoutant les éléments ci-avant d'ici le 31/12/2023.

Constats :

Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 31/10/2024

NC3_2023 – POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023
Prescription contrôlée : L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats précédents : <u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u> Le POI ne justifie pas de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité, notamment hors heures ouvrées. L'exploitant doit corriger ce point d'ici le 30/06/2023. <u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u> Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis une version actualisée du POI. Cette version n'intègre toujours pas la justification de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité, notamment hors heures ouvrées. L'exploitant doit corriger ce point d'ici le 31/12/2023.
Constats : Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30/11/2024

NC4_2023 –POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023
Prescription contrôlée : - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
Constats précédents : <u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u> Le POI ne précise pas les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. L'exploitant doit compléter ce point d'ici le 30/06/2023. <u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u> Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis une version actualisée du POI. Les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement sont rapidement abordés et reposent principalement sur l'intervention de sociétés spécialisées. L'exploitant doit compléter ce point d'ici le 31/12/2023.
Constats : Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30/11/2024

NC5_2023 – POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Des exercices réguliers, au minimum tous les 3 ans, sont réalisés en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours pour tester le POI. Une version papier et une version électronique du POI sont transmises à l'inspection des installations classées et au service d'incendie et de secours à chaque mise à jour.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions lui est adressé.</p>
<p>Constats précédents :</p> <p><u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu d'un exercice d'évacuation du 07/10/2022. Il ne s'agit pas d'un exercice POI. L'inspection n'a pas été informée de la date retenue de l'exercice et n'a pas été destinataire du compte-rendu.</p> <p>L'exploitant doit réaliser un exercice POI en liaison avec le SDIS et tenir l'inspection informée de la date retenue. Le compte-rendu lui sera adressé d'ici le 30/09/2023.</p> <p><u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice POI.</p> <p>L'exploitant doit réaliser un exercice POI en liaison avec le SDIS et tenir l'inspection informée de la date retenue. Le compte-rendu lui sera adressé d'ici le 31/12/2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice POI.</p> <p>Par courriel du 08/10/2024, l'exploitant indique avoir prévu un exercice POI le 20/11/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser un exercice POI d'ici le 30/11/2024 et transmettre le compte-rendu à l'inspection. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30/11/2024</p>

NC6_2023 – Contenu POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette</p>

situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte.

Constats précédents :

Constats lors de la visite du 28/03/2023 :

- a) Les personnes habilitées à déclencher le POI sont le chef d'établissement et l'animateur QSE. Les moyens de premières interventions sont listés.
- b) Le responsable des liaisons avec l'autorité responsable du PPI est le chef d'établissement. Son intérim n'est pas prévu.
- c) La description des mesures à prendre pour maîtriser les situations ou les événements et pour en limiter les conséquences pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur n'est pas faite ;
- d) le système d'alerte et évacuation est indiqué.

La liste des contacts est incomplète et n'est pas à jour.

L'exploitant indique que la pompe de relevage située en amont du bassin de rétention ne fonctionnerait pas en cas de coupure électrique. Il indique que les liquides seraient dirigés vers le point bas du site, la cour camion, qui est communiquée de manière gravitaire vers le bassin de rétention.

L'incendie des stockages de plastiques n'est pas mentionné dans le POI. Le POI doit comprendre les mesures d'urgences à prendre pour l'ensemble des scénarios ayant des effets sur le site.

Les éléments manquants ci-avant doivent être complétés d'ici le 30/06/2023.

Le PC ex prévu (bureau du chef d'exploitation) est situé dans les zones d'effets irréversibles. Ce local n'est pas une salle de confinement. L'exploitant doit revoir l'emplacement du PC ex d'ici le 30/06/2023.

Constats lors de la visite du 09/10/2023 :

Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis une mise à jour du POI.

L'intérim du DOI est prévu.

- c) La description des mesures à prendre pour maîtriser les situations ou les événements et pour en limiter les conséquences pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur n'est pas faite dans la dernière version du POI (pas de listing des événements pouvant survenir avec en face les dispositions à mettre en œuvre)

Il n'y a pas de cartographie des effets thermiques de l'incendie des emballages plastiques, seulement les distances d'effets. Les mesures d'urgence à prendre en compte ne sont pas précisées.

Le PC ex est prévu toujours prévu sur le site dans la zone des effets irréversibles toxiques. Il n'est pas précisé qu'il s'agit d'une salle de confinement.

L'exploitant doit revoir le POI en tenant compte des remarques ci-avant d'ici le 31/12/2023.

Constats :

Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30/11/2024

NC7_2023 –Contenu POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023
Prescription contrôlée : e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ; f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ; h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site.
Constats précédents : <u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u> e) Une fiche de communication est prévue pour le DOI (directeur des opérations). Un modèle de communiqué de presse est présent. f) Les dispositions visant en situation d'urgence à guider les services de secours ne sont pas prévues g) les dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter ne sont pas prévues (notamment DOI, responsable intervention...) h) Les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ne sont pas présentes dans le POI. Les éléments manquants doivent être complétés d'ici le 30/06/2023.
<u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u> Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis une version actualisée du POI. Les dispositions visant en situation d'urgence à guider les services de secours sont prévues (responsable intervention). L'intérim pour le responsable intervention n'est pas prévue. Les dispositions prises pour former le personnel sont prévues de manière annuelle. Les mesures d'atténuation prises hors site portent principalement sur les mesures post-accidentelles.

L'exploitant doit mettre à jour son POI en tant compte des remarques ci-avant d'ici le 31/12/2023.
Constats : Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30/11/2024

NC8_2023 – Contenu POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023
Prescription contrôlée : i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
Constats précédents : <u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u> i) Les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux ne sont pas prévues dans le POI. L'exploitant doit compléter ce point d'ici le 30/06/2023. <u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u> Le POI actualisé ne comporte toujours pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. L'exploitant doit compléter ce point d'ici le 31/12/2023.
Constats : Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30/11/2024

NC9_2023 – Autosurveillance continue pH, T, Débit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2023
Prescription contrôlée : Débit journalier : mesure en Continu pH : mesure en Continu Température : mesure en Continu
Constats précédents : <u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u> L'exploitant ne mesure pas en continu le débit, le pH et la température. L'exploitant a présenté un relevé régulier des volumes rejetés, soit entre 3 et 5 m ³ /j. Un devis du 19/05/2022 non validé a été présenté. Les travaux doivent être menés d'ici le 30/06/2023. Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant indique que son prestataire a des difficultés à se fournir en matériel. L'installation est prévue pour fin septembre 2023. <u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u> Le matériel n'est toujours pas installé. L'exploitant a présenté le devis validé du 15/09/2023 de HARLOR PLASTIC. Il indique qu'une intervention est prévue le 30/10/2023. L'exploitant doit justifier de la mise en service des équipements de mesure en continu du débit, pH et température d'ici le 30/11/2023.
Constats : L'exploitant a présenté un rapport du 25/04/2024 indiquant la mise en service du débitmètre, pHmètre et du capteur de température par la société ENDRESS+HAUSER. L'inspection a constaté la présence de ces 3 équipements avant le point de rejet vers le réseau communal (sortie de station de pré-traitement + eaux de régénération de l'osmoseur). Valeurs relevées lors de la visite : pH = 7,9 T = 21 °C Débit = 0 m ³ /h L'exploitant a répondu à la demande.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2023
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.
Constats précédents : <u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u> Des stockages de produits finis de Javel en petits contenants sont présents sur la partie bitumée de la zone Nord-Est du site. La bordure béton délimitant la zone herbée de la zone bitumée est soit absente par endroits, soit abîmée. A noter que cette zone communique directement avec le bassin de rétention Sud. L'exploitant doit dans un premier temps écarter ses stocks tampons de produits finis de la zone herbée. Il transmettra dans un deuxième temps des photos des travaux de remise en état de cette zone d'ici le 30/06/2023. <u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u> La bordure béton délimitant la zone herbée a été réparée. Elle a cependant été cassée à nouveau à un autre endroit. L'exploitant doit dans un premier temps écarter ses stocks tampons de produits finis de la zone herbée. Il transmettra dans un deuxième temps des photos des travaux de remise en état de cette zone d'ici le 30/11/2023.
Constats : La zone Nord-est a été modifiée par le chantier de construction de bâtiment. Il n'y a plus de stockage dans cette zone. La demande est devenue sans objet.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.9
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2023
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à

<p>un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1 500 m³ avant rejet vers le milieu naturel. Le dispositif d'isolement des réseaux de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être pollués est maintenu fermé par défaut (voir article 4.7.2.). La vidange suivra les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être pollués.</p>
<p>Constats précédents :</p> <p>L'inspection a constaté que la vanne permettant de diriger les eaux du bassin de rétention Sud vers les puits d'infiltration est maintenue fermée.</p> <p>La bâche du bassin rétention Sud présente à au moins un endroit un défaut apparent d'étanchéité sur sa paroi Sud, sous un tuyau d'arrivée d'eau.</p> <p>L'exploitant doit rapidement faire vérifier l'intégrité de la bâche et mener les réparations nécessaires d'ici le 30/11/2023. Un rapport d'intervention sera transmis à l'inspection d'ici cette date.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la facture de la société KLM du 19/10/2023 indiquant que des travaux d'étanchéification ont été menés. Il n'y a pas de rapport d'intervention indiquant précisément l'état d'étanchéité de la bâche après travaux.</p> <p>L'inspection a constaté que la bâche a été réparée sur la zone visible sous la tuyauterie d'arrivée d'eau au Nord du bassin.</p> <p>L'exploitant a tout de même répondu à la demande.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra disposer d'un rapport d'intervention lors de la prochaine vérification ou lors des prochains travaux sur l'étanchéité de la bâche du bassin de rétention Sud.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

NC2_2023bis - absence étiquetage produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.[...]</p>
<p>Constats précédents :</p> <p>Quelques GRV sont stockés sur la zone de dépotage de la Javel vrac. L'exploitant indique qu'ils contiennent de l'eau de Javel. L'étiquetage est absent ou faux (reconditionnement dans un contenant ayant contenu un autre produit).</p> <p>L'exploitant doit étiqueter correctement les produits chimiques d'ici le 30/11/2023. Le nom et les pictogrammes de dangers doivent apparaître.</p>

Constats : Les GRV de produits chimiques dans la zone Ouest du site ne comportent pas le nom du produit, ni les pictogrammes, ni les mentions de dangers. Seule la référence interne est mentionnée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit disposer d'un étiquetage complet et conforme sur l'ensemble des produits chimiques selon le règlement CLP (nom, pictogrammes, mentions de dangers, conseils de prudence) d'ici le 30/11/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30/11/2024

NC3_2023bis – Fuite de tuyauterie dans rétention Javel extérieure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.1
Thème(s) : Produits chimiques, Etanchéité tuyauteries
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 15/11/2023
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats précédents : L'inspection a constaté que la tuyauterie sur la cuve de Javel de 50 m ³ n°4 extérieure est fuyarde. La fuite est au droit de la rétention. L'exploitant doit prendre les mesures adéquates afin que les tuyauteries ne soient pas fuyardes d'ici le 15/11/2023. Au vu des fuites assez régulièrement constatées lors des visites passées, il peut utilement être organisé des rondes de surveillance des fuites hebdomadaires.
Constats : L'exploitant indique que la tuyauterie de la cuve 4 de Javel extérieure a été complètement refaite. Aucune ronde de surveillance avec traçabilité n'est mise en place. L'inspection a constaté que cette tuyauterie ne fuit pas. L'exploitant a répondu à la demande.
Type de suites proposées : Sans suite

NC4_2023bis – Rétention avec eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.5

Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 15/11/2023
Prescription contrôlée : L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.
Constats précédents : L'inspection a constaté que des eaux pluviales sont présentes dans la rétention extérieure de Javel. Le volume de rétention ne laissant pas de marge pour les eaux de pluie. L'exploitant doit vidanger les eaux pluviales de la rétention extérieure de Javel selon la procédure adéquate d'ici le 15/11/2023 maximum.
Constats : La rétention des cuves de Javel extérieure n'est pas vide. L'exploitant indique que les eaux de rinçage des tuyaux des camions citerne sont dirigées vers cette rétention. Il indique que la quantité d'eaux pluviales entrant dans la rétention est nettement moindre depuis la réalisation de l'auvent. Par courriel du 11/10/2024, l'exploitant indique que la rétention a été vidangée mais que les récentes pluies ont pénétré dans la rétention malgré l'auvent. Il prévoit la mise en place de retombées sur les côtés de l'auvent afin de limiter ce phénomène.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit vidanger dès que possible les eaux présentes dans la rétention des cuves de Javel extérieures et en tout état de cause sous 1 semaine au plus tard.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

NC5_2023bis – Filière élimination déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2023
Prescription contrôlée : L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

<p>Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.</p>
<p>Constats précédents :</p> <p>Par courriel du 20/10/2023, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivi de déchets pour des déchets codés 15 02 02* (absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses).</p> <p>Ces déchets sont envoyés en transit chez la société NEGOMETAL à Romans-Sur-Isère pour une élimination finale chez TREDI à Salaise-Sur-Sanne.</p> <p>L'exploitant doit justifier des autorisations de la société NEGOMETAL pour le transit de ce type de déchets dangereux d'ici le 30/11/2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Après vérification, l'inspection constate que la société NEGOMETAL ne dispose pas des autorisations pour faire du transit de déchets dangereux.</p> <p>D'après TRACKDECHETS, les transits de déchets par la société NEGOMETAL ont cessé depuis le 24/10/2023 (dernier BSD en date).</p> <p>Cependant, l'inspection a constaté que le point de départ de certains déchets est l'entreprise Transports MARTIN, voisin du site OXENA, sans que cet exploitant ne soit autorisé pour le transit de déchets (vu 8 départs pour 8,2 t de déchets en transit entre le 03/05/2024 et le 30/07/2024).</p> <p>L'exploitant indique avoir des problèmes de qualité sur des palettes de produits finis de 2 L d'eau de Javel qui s'effondrent sur elles-mêmes (production entre mi-juin et 10/07/2024). Les déchets au départ de l'entreprise MARTIN correspondent à ces produits finis qui sont devenus déchets dans l'entrepôt, mis en GRV par le personnel OXENA chez les transports MARTIN avant envoi pour élimination au nom d'OXENA.</p> <p>Formellement, ces déchets étant produits par l'entrepôt, il conviendrait que les bordereaux de suivi de déchets soient émis par la société TRANSPORT MARTIN.</p> <p>L'inspection a rappelé que la société TRANSPORT MARTIN n'est pas autorisée à faire transiter des déchets dans l'entrepôt.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Si la situation se répète, il convient que les palettes soient rapatriées dès qu'elles montrent des signes de non-conformité depuis la société TRANSPORT MARTIN vers la société OXENA, avant de devenir un déchet et qu'elles soient stockées/reconditionnées sur le site d'OXENA.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Vanne de fermeture Bassin Sud

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1 500 m³ avant rejet vers le milieu naturel. Le dispositif d'isolement des réseaux de collecte des</p>

eaux pluviales susceptibles d'être polluées est maintenu fermé par défaut (voir article 4.7.2). La vidange suivra les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.
Constats : L'inspection a constaté que la vanne de fermeture du bassin Sud est maintenue fermée.
Type de suites proposées : Sans suite

NC1_2024 - Stockage d'emballages plastique hors zone

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Le stockage de matières plastiques au Sud est implanté à une distance d'au moins 12 mètres des limites de propriété et d'au moins 10 m des autres installations.[...]
Constats : Lors de la visite, des stockages de bidons vides plastiques sont présents en quantité significative à proximité de la station de pré-traitement, en dehors de l'auvent de stockage prévu à cet effet. Ce point est non-conforme à l'étude de dangers et présente un risque de propagation d'incendie au bâtiment principal. Par courriel du 11/10/2024, l'exploitant s'est engagé à supprimer les excédents de stocks d'emballages plastique mal positionnés d'ici le 22/10/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit stocker les emballages plastique sous l'auvent conformément à l'étude de dangers et à plus de 10 m des autres installations sous 1 semaine. Des photos justifiant de l'accomplissement de cette action seront transmises à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

NC2_2024 - Rejets aqueux Bassin Sud

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. Le rejet direct des eaux pluviales de voirie, même après traitement, est interdit. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment sur les voiries, les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont dirigées en permanence vers un bassin de confinement d'une capacité minimale de 2 000 m ³ . Cette capacité doit être disponible en permanence. Ces eaux ne peuvent être envoyées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité. L'échantillon prélevé doit être représentatif des eaux contenues dans le bassin.

Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres suivants et doivent être inférieures aux valeurs limites fixées ci-après :

Hydrocarbures totaux : 1 mg/L

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) : 0,1 µg/L

tétrachloroéthylène et trichloroéthylène : 10 µg/L

chlorure de vinyle : 0,5 µg/L

1,2-dichloroéthane : 3 µg/L

total des trihalométhanes (THM) : 100 µg/L

chlore libre et total : /

chlorites : 0,20 mg/L

chlorures : 250 mg/L

conductivité : > ou égale à 180 et < ou égale à 1000 µS/cm à 20 °C

pH : > ou égal à 6,5 et < ou égal à 9

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Une procédure encadrant le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin est établie.

Les analyses préalables au rejet et le comparatif aux valeurs limites sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection. [...]

Constats :

L'exploitant indique que seuls deux rejets du bassin de rétention Sud vers les puits d'infiltration ont été réalisés : un le 11/01/2024 (42,75 m³) et un le 16/04/2024 (28,5 m³). L'exploitant a présenté les rapports d'analyses internes sur ces deux rejets. Ils portent sur le test de KI, l'odeur, la conductivité, le chlore libre et le pH.

Les paramètres analysés ne sont pas conformes.

Il n'y a pas de procédure établie pour encadrer le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser les analyses avant rejet en infiltration sur l'ensemble des paramètres prévus par son arrêté préfectoral d'ici le prochain rejet.

Il doit mettre en place une procédure encadrant le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin Sud d'ici le 30/11/2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30/11/2024

NC3_2024 – Rétention non étanche zone Ouest

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

[...] II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.[...]

Constats :

La nouvelle zone Ouest où sont stockés des déchets et des produits chimiques en petits contenants est en béton mais n'est pas étanche. Les joints de dilation ne sont pas comblés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit stocker ses produits dangereux sur une rétention étanche sous 1 semaine. Des photos seront transmises à l'inspection une fois les travaux réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

NC4_2024 – Quai de chargement camions non étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.7
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement : pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout autre dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.
Constats : Le quai de chargement des camions côté Est n'est pas étanche. En effet, à l'occasion des travaux, l'étanchéité du quai a été démolie sur sa partie Nord et la terre est visible. Un "dos d'âne" en béton a été réalisé mais le caniveau récupérant les potentiels épandages et les eaux pluviales n'a pas été obstrué. Aussi, une pollution des sols est possible en cas d'épandage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit étanchéifier la zone des quais de chargement camions au plus tôt et en tout état de cause sous 15 jours maximum.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

NC5_2024 – Etanchéité bassin de rétention Sud

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : A. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : - le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; - la tenue à jour des procédures ; [...] Ces actions sont tracées. B. L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et

spécificités définies par le fabricant.
Constats : Le bassin de rétention Sud a été vidangé seulement deux fois en 2024. Le jour de la visite, la hauteur d'eau présente est peu élevée. Des pluies importantes et récentes pourraient laisser penser que le bassin, qui recueille l'ensemble des eaux pluviales du site, devrait être davantage rempli. Il y a un doute sur l'étanchéité du fond du bassin. Il n'y a pas de procédure d'entretien et de surveillance de l'étanchéité de ce bassin. L'exploitant indique avoir prévu la vérification de l'étanchéité d'ici la fin d'année.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit établir la procédure de surveillance et d'entretien du bassin de rétention Sud des eaux incendie/épandage et réaliser la vérification de l'étanchéité d'ici le 30/11/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

NC6_2024 – Etanchéité tuyauterie poste dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Étanchéité tuyauteries
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : L'inspection a constaté une fuite goutte-à-goutte sur la tuyauterie du poste de dépotage extérieur au Nord de la rétention des cuves de Javel. La fuite tombe dans la rétention des cuves.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit prendre les dispositions adéquates pour faire cesser la fuite de Javel au poste de dépotage et en tout état de cause d'ici le 30/11/2024 au plus tard. Il convient qu'une ronde de vérification assortie d'une traçabilité soit mise en place sur les équipements les plus critiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30/11/2024

Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Malveillance
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Constats : Le site est correctement clôturé et la clôture ne présente pas de défaut. Les portails sont

maintenus fermés.
Type de suites proposées : Sans suite

NC7_2024 – Débordement cuves d'eau osmosée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. [...]
Constats : <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que de l'eau coulait abondamment (pendant plus de 30 min) vers le bassin de rétention des eaux incendie Sud alors qu'il n'y avait pas eu de pluie depuis plusieurs heures.</p> <p>L'exploitant indique avoir des débordements de cuves d'eau osmosée dans les périodes hors heures ouvrées. Les eaux rejoignent le réseau d'eaux pluviales qui monte en charge puis est vidangé par une pompe de relevage lorsqu'un certain niveau est atteint. Il indique que l'eau qui coule vers le bassin est issue de ces débordements de la nuit. Plusieurs cuves d'eau osmosée sont présentes et sont remplies par débordement de l'une vers l'autre. L'exploitant indique qu'un niveau haut a été mis en place mais qu'il n'est pas placé sur la bonne cuve (cuve la plus haute). Il prévoit de modifier ce point.</p> <p>L'exploitant n'a donc pas pris toutes les mesures adéquates pour réduire au maximum ses flux d'eau.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit disposer d'un système concernant le remplissage des cuves d'eau osmosée permettant de supprimer les débordements récurrents de ces cuves d'ici le 31/12/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 31/12/2024